



## **Crise des médias et géants du Web**

### **Motion du Bloc Québécois rejetée**

**Laurentides-Labelle, le 18 février 2021** – Le porte-parole en matière de Communications du Bloc Québécois, Martin Champoux, et la députée de Laurentides-Labelle, Marie-Hélène Gaudreau, ont dénoncé l’immobilisme du fédéral face à la crise que vivent les médias québécois.

Par la voie d’une motion déposée à la Chambre des Communes, reconnaissant le travail journalistique et demandant une meilleure distribution des revenus publicitaires, le Bloc Québécois faisait suite à une lettre ouverte publiée le matin même par un rare front commun des différents médias québécois.

« Devant une crise, il faut prendre des mesures urgentes et le fédéral est immobile. Aujourd’hui, tous les éditeurs du Québec exigent qu’Ottawa corrige la profonde iniquité entre les géants du Web et nos médias dans les revenus publicitaires tirés du partage du travail de nos créateurs de contenu sur les plateformes numériques », a dénoncé le porte-parole en Communications du Bloc Québécois.

La motion demandait que la Chambre réclame au gouvernement d’agir afin de mettre en place un système juste et équitable en ce qui a trait au partage des revenus. Elle reconnaissait aussi que ces revenus étaient obtenus grâce à l’usage des contenus des médias québécois et canadiens. Elle n’a toutefois pas été adoptée, le Parti conservateur ayant refusé d’y accorder son appui.

« Sans le travail de nos journalistes, sans notre actualité locale et régionale, il n’y aurait pas d’articles à partager sur les réseaux sociaux. Le contenu vient de nos médias, pas de Facebook ou de Google. Si on ne protège pas nos créateurs de contenu, nous perdrons un pilier de la vie publique et démocratique, indispensable à la vitalité de notre territoire », a reconnu Marie-Hélène Gaudreau.

Malgré une crise qui dure depuis plus de 15 ans et une industrie encore plus fragilisée par la pandémie, le fédéral dit encore étudier, attendre et s’inspirer de ce qui se fait ailleurs avant de passer à l’action.

« Ottawa doit enfin agir pour que le travail de nos médias profite à nos médias. Et Ottawa doit enfin faire payer aux géants du Web des impôts pour les profits qu’ils font chez nous et remettre cet argent dans un fonds destiné à nos médias et à notre culture. C’est l’heure d’agir », a renchéri la députée de Laurentides-Labelle.

– 30 –

#### **Source :**

Maxime Caouette, adjoint de circonscription et aux communications

Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides-Labelle

[maxime.caouette.338@parl.gc.ca](mailto:maxime.caouette.338@parl.gc.ca)

819 507-0122